



**EXTRAIT  
DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE**

**Commune de Lautrec**

Arrêté N°288/2024

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT  
OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC  
TRAVAUX ECHAFAUDAGE – RUE DU MERCADIAL  
LA FERME AU VILLAGE – MADAME CARAYOL FRANCOISE**

Le maire de la Commune de **Lautrec (Tarn)**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

**Vu** le Code de la Route, et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée,

**Vu** la demande formulée par **Monsieur GABRIEL Daniel** en date du **vendredi 25 octobre 2024**, concernant la mise en place d'un échafaudage pour les **travaux de réparation de façade chez Madame Françoise CRAYOL - La Ferme au Village (4 rue du Mercadial)** ;

**Considérant** la nécessité de réglementer l'occupation du domaine public afin de permettre l'installation d'un échafaudage dans des conditions de sécurité optimales, tant pour Monsieur GARBIEL que pour les usagers de la voie publique,

**ARRETONS :**

**Article 1 :**

**Le lundi 04 novembre 2024 de 08h00 à 17h00**, il y a lieu de **réglementer la circulation** sur le secteur suivant à Lautrec selon les dispositions suivantes :

**Secteur :**

- **Rue du Mercadial.**

**Dispositions :**

- **Circulation restreinte à hauteur du numéro 4** (*installation d'échafaudage*),
- **Stationnements interdits hors emplacements** (*véhicules légers et poids lourds*),
- **Vitesse limitée à 30km/h** (*en agglomération*).

Afin de permettre l'installation et les travaux mentionnés supra.

**Article 2 :**

**Le lundi 04 novembre 2024 de 08h00 à 17h00**, une autorisation du domaine public est accordée le long du mur de la propriété de madame **Françoise CARAYOL cadastrée au numéro D1829 (4 Rue du Mercadial – La Ferme au village)** afin de permettre l'installation d'un échafaudage sur **une largeur d'un mètre sur une longueur de trois mètres**.

**Article 3 :**

L'entreprise est chargée durant l'installation de l'échafaudage sur la voie publique **d'installer des calles en bois sous chaque pied** afin de ne pas endommager le revêtement de la chaussée.

**Article 4 :**

La signalisation appropriée conforme au Code de la Route est mise en place par les soins et sous la responsabilité du pétitionnaire.

**Article 5 :**

Le pétitionnaire est tenu de réparer tous les dommages qui sont causés au domaine public ou à ses dépendances, ou trottoirs qui sont endommagés durant les travaux.

**Article 6 :**

Les droits des tiers sont et demeurent réservés ; l'entreprise doit garantir durant les travaux un accès permanent aux propriétés.

**Article 7 :**

**Nonobstant les dates fixées au 1<sup>er</sup> article**, ces dispositions d'exploitation de la circulation et du stationnement cessent à la fin effective des travaux, concrétisée par la levée de la signalisation. Si, pour des raisons imprévues, les travaux ne peuvent être exécutés dans les délais impartis, les dispositions du présent arrêté seront prorogées, **sans qu'il soit nécessaire de prendre un nouvel arrêté** (sauf sur la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août).

**Article 8 :**

Les restrictions suivantes sont instituées au droit du chantier. Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément aux lois en vigueur au moment de leur constatation.

**Article 9 :**

Le présent arrêté fait l'objet d'une **publication électronique** conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. En vertu de l'article 83-1025 du 28 Novembre 1983 relatif aux relations entre l'administration et les usagers, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois après publication.

**Article 10 :**

Monsieur le Maire, Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de Lautrec, Madame le Garde Champêtre-Chef de la commune, l'entreprise GABRIEL ou la personne chargée des travaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lautrec, le 25 octobre 2024  
**Le Maire,**  
**Thierry BARDOU**



**Ampliation adressée :**

DIFFUSION	P.I.
Le Maire- DGS	1
Gendarmerie - SDIS 81	1
Ets GABRIEL	1
Police Rurale - Archives	1

Mis en ligne le : 29/10/2024